



- IX -
SYNTHESE



Dans le cadre de l'Observatoire annuel de l'opinion du Finistère, le Conseil général a souhaité mesurer l'opinion des Finistériens sur l'évolution de la situation du département, de la région et du Pays, et leurs perceptions et attentes à l'égard des politiques publiques, notamment celles conduites par le Conseil général. Des notions nouvelles ont été intégrées cette année, comme la perception des principes du développement durable.

L'Institut Louis-Harris a interrogé du 17 au 25 septembre 2004, par téléphone, un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population du Finistère. Cette étude a permis de confirmer certaines caractéristiques du Finistère, telles que le sentiment régional ou encore l'attachement aux notions relatives à l'environnement. Si les questions économiques, et principalement celles liées à l'emploi, donnent lieu à des inquiétudes, les actions publiques menées dans le Finistère sont bien perçues et satisfont globalement les Finistériens.

Un sentiment régional très développé, sous-tendu par un certain optimisme de la population

Qu'il s'agisse du sentiment d'appartenance ou de l'attachement au Finistère, les Finistériens ont un sentiment régional très développé. En effet, si l'on considère le sentiment d'appartenance, ils se déclarent appartenir avant tout à la Bretagne (94%, dont 75% de « très fortement »), puis au Finistère (93% dont 70% de « très fortement »). 93% se sentent aussi appartenir à la France mais il est intéressant de noter que l'attachement est tout de même moins marqué (60% de « très fortement »). Ce sentiment régional est encore plus marqué qu'en 2002 puisque l'attachement « très fort » à la Bretagne a augmenté de 10 points en deux ans et celui au Finistère de 9 points. Ce sentiment est encore plus présent auprès des personnes âgées puisque 84% des 65 ans et plus déclarent appartenir très fortement à la Bretagne, 82% au Finistère ou encore 66% à sa commune de résidence (contre 51% pour l'ensemble).

Pour la très grande majorité des Finistériens, l'attachement au Finistère est également très prégnant, puisque 94% d'entre eux se déclarent attachés au Finistère, et 57% « extrêmement » ou « très » attachés. Ce sentiment régional est donc encore plus marqué qu'en 2002 et il semble évoluer avec un certain regain d'optimisme chez les Finistériens. En effet, la perception de la situation de la France, du Finistère et de sa situation personnelle a évolué positivement en un an. 48% des interviewés pensent que la situation de la France s'est améliorée ou est restée stable (contre 34% en 2003), 76% partagent cet avis pour la situation du Finistère (62% en 2003) et 78% quant il s'agit de sa situation personnelle (76% en 2003). Le pessimisme quant à sa situation personnelle ou à celle du Finistère concerne un quart des Finistériens (22%), les plus inquiets de leur situation personnelle sont les 50-64 ans (29% ont le sentiment que celle-ci s'est détériorée) et les 65 ans et plus (28%).



Plus de la moitié des Finistériens se déclarent réellement optimistes pour le développement de la Bretagne (70%) ou encore pour l'avenir économique et social du Finistère (60%), malgré une légère baisse cette année (moins 4 points sur ces deux indicateurs).

Compte tenu de ce fort sentiment régional et de cet optimisme relatif à la situation régionale, il n'est pas surprenant de constater que les opinions soient plus partagées au sujet de l'Europe. En effet, seuls 59% des Finistériens déclarent appartenir à l'Europe, et les opinions relatives à la perception de la construction de l'Europe sont scindées en deux positions : 49% se déclarent optimistes à ce sujet (les jeunes particulièrement : 70% des 18-24 ans), 48% se déclarent pessimistes (plus 7 points par rapport à 2003).

Des images économiques contrastées

De façon générale, 69% des Finistériens estiment que le Finistère est un département dynamique sur le plan économique. Toutefois, ils considèrent majoritairement qu'il n'y a pas beaucoup d'entreprises technologiques (57%) et que ce n'est pas un département attractif pour les entreprises (51%). Le tourisme et l'agriculture apparaissent toujours comme deux secteurs d'activités-clé pour le Finistère. 82% des Finistériens considèrent que le tourisme constitue un atout majeur du département et qu'il faut le développer de façon importante. De même, 94% des Finistériens estiment que l'agriculture est un secteur d'activité important (54% la considèrent comme très importante) ; tout comme la pêche qui, en 2003, était considérée comme un secteur d'activité important pour 87% des personnes interrogées. Dans ce dernier domaine, les Finistériens perçoivent de façon positive les actions de modernisation des infrastructures portuaires (92%, plus 6 points par rapport à 2003), et de renouvellement de la flottille de pêche (91%).

La problématique de l'emploi assombrit, toutefois, la perception globale de l'économie du Finistère. En effet, pour 56% des Finistériens (61% des femmes, 63% des 50-64 ans et 62% des 65 ans et plus), le Finistère est un département où il y a beaucoup de chômage. Si cet indicateur de perception du chômage a perdu 6 points depuis 2003, il n'en reste pas moins majoritaire en 2004. La facilité à trouver du travail pour les jeunes ayant des métiers manuels ou techniques est reconnue par 63% des personnes interrogées. La tâche paraît en revanche beaucoup plus difficile pour les jeunes peu ou pas qualifiés (72% considèrent qu'il est difficile de trouver du travail dans ces profils) ou pour les jeunes diplômés de l'Université (81% de difficile). Les étudiants sont finalement les plus optimistes sur la facilité à trouver du travail sur ce dernier profil puisque 35% d'entre eux estiment facile de trouver du travail (contre 16% de l'ensemble).



Les Finistériens, une sensibilité forte aux notions de développement durable

Si le développement durable, notion nouvellement explorée dans l'Observatoire de l'opinion, est associé en priorité par les Finistériens à l'environnement, ils l'ont aussi décrit dans son rapport à l'activité économique. 55% des Finistériens ont entendu parler du développement durable et 77% de ces derniers se sentent concernés par cet enjeu. Sans souhaiter majoritairement s'impliquer dans cette démarche, 33% des Finistériens souhaiteraient tout de même être personnellement impliqués. Ils sont en revanche largement majoritaires (76%) à souhaiter être plus informés sur les actions menées par le Conseil général en faveur du développement durable et 56% d'entre eux ont exprimé le souhait d'être consultés sur les décisions prises par le Conseil général en la matière.

Les perceptions sur l'action publique

Sur la quasi-totalité des actions publiques menées dans le Finistère, la population interrogée s'est déclarée satisfaite. Les meilleurs taux de satisfaction vont au réseau routier (90% de satisfaits), à l'accès au sport (87%) et à la culture (80%). Les trois quarts des Finistériens sont aussi satisfaits de la préservation des paysages du littoral (79%) ou encore du traitement des déchets (75%) ou de la construction et de l'entretien des équipements scolaires (75%). Toutefois, les Finistériens semblent plus insatisfaits quant il s'agit du bon usage de l'argent public (62% d'insatisfaits), ou encore de l'accompagnement et de la prise en charge des personnes handicapées (57%). Ils ont aussi exprimé leur inquiétude au sujet de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (56% d'insatisfaits) et de la situation de l'emploi (66%). Nous retrouvons ici les préoccupations liées aux jeunes et à la situation de l'emploi exprimées précédemment ; ces deux derniers domaines étant d'ailleurs jugés prioritaires par les Finistériens en termes d'investissements pour le Conseil général.

Si les Finistériens sont globalement satisfaits des actions publiques menées, il est important de garder à l'esprit un certain nombre de points suscitant des inquiétudes, fortes pour certains. Il s'agit notamment de la délinquance (55% des Finistériens sont très préoccupés à ce sujet), des effets de la pollution (53%), des effets de l'alcool (52%) ou encore de la précarité sociale (51%), domaines qui préoccupent de manière très importante les Finistériens.



Une sensibilité accrue aux questions liées à l'environnement

En 2004, la perception de la qualité de l'eau s'est nettement améliorée. Même s'il existe des différences entre la qualité de l'eau potable et celle de l'eau des plages et des rivières, les Finistériens sont nettement plus nombreux que les années précédentes à apprécier les qualités des eaux du Finistère. Concrètement, 59% apprécient la qualité de l'eau potable, et 49% sont du même avis au sujet de l'eau des plages et des rivières (50% considèrent que celle-ci est dégradée). En 2003 et 2002, la qualité de l'eau (sans distinction) était considérée comme bonne par à peine un tiers de la population finistérienne (33% et 30%). L'eau des plages et des rivières demeure malgré tout un sujet d'inquiétude, puisque les personnes interrogées sont plus nombreuses à penser que sa qualité se détériore (32%, contre 24% qui pensent qu'elle s'améliore). L'effet inverse est observé sur l'eau potable : 18% pensent que sa qualité s'améliore, contre 14% qu'elle se détériore.

Concernant deux autres questions d'actualité liées à l'environnement, le traitement des déchets et l'implantation d'éoliennes dans le département, le taux d'acceptation par les Finistériens est globalement bon. En effet, 62% d'entre eux trouvent préférable que les déchets traités hors du département soient intégralement traités dans le Finistère et 82% d'entre eux se déclarent favorables à l'implantation d'éoliennes dans le Finistère (89% des Finistériens habitant en pays de Morlaix, 89% des 25-34 ans et 88% des 35-49 ans).

Le Conseil général : un rôle majeur, sur certains financements notamment

Si la notoriété du Conseil général a légèrement augmenté depuis 2002, elle s'établit aujourd'hui à 54%. Son magazine *Penn-ar-Bed* connaît quant à lui un fort taux de notoriété (91%) et il est lu par 69% des Finistériens qui le connaissent.

Le rôle du Conseil général est jugé important par une large majorité de la population (89%). Sur deux domaines, le Conseil général arrive en tête des institutions desquelles on attend le plus d'investissement (par rapport aux autres institutions : État, Conseil Régional, commune, regroupement de communes). Il s'agit des transports en commun et de la préservation des paysages du littoral, deux domaines où le Conseil général est placé en tête des acteurs financiers dont on attend davantage. Il est toutefois intéressant de noter que, sur ces deux domaines, les Finistériens ont exprimé un fort taux de satisfaction (71% et 79%). Les domaines où le Conseil général est placé en deuxième position des acteurs financiers dont on attend davantage sont les suivants : l'accès à la culture, l'accès au sport, l'accompagnement des personnes âgées, la qualité de l'eau, la protection de l'enfance ou encore la construction et l'entretien des équipements sportifs.



Les Finistériens ont enfin été interrogés sur deux mesures prises récemment par le Conseil général, dans le cadre de sa politique des déplacements :

- 96% des Finistériens considèrent par exemple les mesures prises en faveur du co-voiturage comme une bonne idée (47% une très bonne idée).
- La mise en place du tarif unique à 2 euros sur le Réseau Penn-ar-Bed de transport par autocars pourrait inciter un tiers de la population à prendre plus souvent ce mode de déplacement pour aller d'une ville à l'autre.

Isabelle Maurice

Département Opinion Louis-Harris